

Numéro de contrat : 2018/02a

CONTRAT DE CONFIDENTIALITE

ENTRE

LA DIRECTION GENERALE STATISTIQUE – STATISTICS BELGIUM

ET

SCIENSANO

Entre

La Direction générale de la Statistique – Statistics Belgium du SPF Economie, PME, Classes moyennes et Energie, 16 Boulevard du Roi Albert II, 1000 Bruxelles, représentée par Monsieur N. WAEYAERT, Directeur général, d'une part,

Et

Sciensano, 14 Rue Juliette Wytsman, 1050 Ixelles, représenté par Monsieur P. Kerkhofs, Dr., Directeur général *a.i.*, ci-après dénommée "Chercheur", d'autre part,

IL EST CONVENU :

Article 1 - Objet

La Direction générale Statistique – Statistics Belgium, en exécution des articles 15 et 15bis de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique, communique au Chercheur les données d'étude codées indiquées en annexe 1 pour l'exécution du projet « **NAMED (Nature impact on mental health distribution - BR/175/A3/NAMED)** ». Les objectifs et la durée de la recherche sont définis limitativement en annexe 2.

Met opmerkingen [GA1]: envoi/transmet/communiqué

Le Chercheur s'engage à respecter toutes les obligations découlant de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique, de ses arrêtés d'exécution et du présent contrat. Le présent contrat ne peut en aucun cas porter préjudice aux dispositions de la décision du Comité de surveillance statistique (**délibération nr. 02/2018 du 19 janvier 2018**).

Article 2 - Exécutants de la recherche

La recherche sera exécutée par Madame Ariane GUILBERT, Madame Claire DEMOURY, sous la supervision de Madame An VAN NIEUWENHUYSE (voir annexe 3).

Article 3 - Utilisation des données

Le Chercheur peut exclusivement utiliser les données d'étude codées communiquées pour les objectifs décrits en annexe 2. Il ne peut pas prendre plus de copies que ce qui est exigé pour ces objectifs.

Il est interdit au Chercheur de transmettre les données d'étude codées communiquées ou une partie de celles-ci à des tiers, sauf avec l'accord du Comité de surveillance statistique et de la Direction générale Statistique – Statistics Belgium qui prendra contact avec ce nouvel utilisateur avec qui un contrat de confidentialité sera établi. Cette communication ne peut avoir lieu qu'après autorisation et approbation du contrat de confidentialité précité par le Comité de surveillance statistique.

Le Chercheur peut seulement utiliser les données d'étude codées communiquées pendant la durée de la recherche mentionnée en annexe 2. Après cette période, les données et backups seront entièrement

détruits par le Chercheur. Un usage prolongé de ces données d'étude codées, pour les mêmes finalités, n'est pas autorisé, à moins que le présent contrat ne soit reconduit. Si les objectifs statistiques décrits en annexe 2 sont atteints avant l'expiration du terme prévu dans le présent contrat, le Chercheur détruira les données et backups avant l'expiration du terme du présent contrat, soit au moment où les objectifs statistiques sont atteints.

Le Chercheur n'est autorisé à utiliser les données d'étude codées communiquées qu'en vue d'en faire des analyses, d'effectuer des études et d'établir des statistiques globales et anonymes. En aucun cas, les données d'étude codées communiquées ne peuvent être utilisées à des fins de contrôle ou de répression.

Le Chercheur s'engage à respecter la confidentialité des données d'étude et à veiller à ce que les données d'étude soient utilisées exclusivement par les membres de son personnel, en vue de l'exécution de la recherche visée en annexe 2.

Le Chercheur s'engage à veiller à la protection et à la sécurité des données d'étude et à ce que les données individuelles ne puissent pas être identifiées directement ou indirectement par le biais des résultats diffusés.

Article 4 - Obligations de la Direction générale Statistique – Statistics Belgium

La Direction générale Statistique – Statistics Belgium s'engage à mettre à disposition les données d'étude codées indiquées en annexe 1, pour les objectifs et pendant la période spécifiés en annexe 2, pour autant que les données nécessaires soient disponibles au sein de la Direction générale Statistique – Statistics Belgium.

Ces données d'étude codées seront mises à disposition du Chercheur par la Direction générale Statistique – Statistics Belgium **dans les 30 jours qui suivent la conclusion du présent contrat de confidentialité ou dans les 30 jours qui suivent leur disponibilité.**

Article 5 - Prix

Les données d'étude codées indiquées en annexe 1 sont mises à la disposition du Chercheur par la Direction générale Statistique – Statistics Belgium gratuitement.

Toutes les amendes et frais éventuels qui résulteraient du non-respect des obligations légales qui sont attachées au présent contrat sont exclusivement à charge du Chercheur.

Article 6 - Responsabilité de la Direction générale Statistique – Statistics Belgium

Les parties conviennent expressément que la Direction générale Statistique – Statistics Belgium n'est pas responsable des erreurs portant sur le contenu des données communiquées.

Article 7 - Dispositions spécifiques

Le Chercheur s'engage à mettre gratuitement les analyses, études et statistiques globales et anonymes à la disposition de la Direction générale Statistique – Statistics Belgium, qui pourra les utiliser librement.

Le Chercheur s'engage à signaler préalablement au directeur général de la Direction générale Statistique – Statistics Belgium toute situation qui, au regard des stipulations du présent contrat de confidentialité, pourrait donner lieu à doute ou ambiguïté : un arrangement serait alors recherché, tout en restant dans le cadre du présent contrat de confidentialité.

Les résultats ne peuvent être diffusés que sous une forme globale et anonyme. Au moins quinze jours avant leur diffusion, le Chercheur doit les soumettre à la Direction générale Statistique – Statistics Belgium, et cette dernière peut éventuellement en interdire la diffusion.

Le terme « diffusion » doit être entendu dans un sens large qui tienne compte de l'évolution de la société de l'information. Il couvre toute diffusion qu'elle se fasse de manière écrite, orale ou en ligne.

A chaque diffusion de ces données d'étude globales et anonymes, quelle que soit la forme de cette diffusion, la Direction générale Statistique – Statistics Belgium doit être citée comme source : « Source : Statbel (Direction Générale Statistique – Statistics Belgium)».

Article 8 - Responsable des données

Le Chercheur s'engage également à indiquer dans l'annexe 3 la personne physique qui est personnellement responsable du respect de toutes les obligations concernant l'exécution du présent contrat, de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique et de ses arrêtés d'exécution.

Cette personne s'engage à contrôler effectivement l'utilisation légitime des données communiquées.

Article 9 - Contrôle par la Direction générale Statistique – Statistics Belgium et/ou le Comité de surveillance statistique

Le Chercheur accepte expressément que les représentants de la Direction générale Statistique – Statistics Belgium ou du Comité de surveillance statistique aient, à chaque instant et sans mise en demeure préalable, accès aux locaux et à l'infrastructure informatique où les données communiquées sont conservées, pour contrôler l'exécution des dispositions de la décision du Comité de surveillance statistique, de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique, de ses arrêtés d'exécution et du présent contrat.

Sur simple demande, la Direction générale Statistique – Statistics Belgium ou le Comité de surveillance statistique peut obtenir accès aux autres systèmes ICT et locaux afin de contrôler si aucune violation au présent contrat n'est commise.

Article 10 - Sanctions

En cas de non-respect des dispositions du présent contrat de confidentialité, la Direction générale Statistique – Statistics Belgium se réserve le droit de résilier aussitôt le contrat de confidentialité au moyen d'une lettre recommandée, de réclamer au Chercheur des dommages et intérêts et de refuser de conclure tout autre contrat de confidentialité de ce type avec le Chercheur que ce soit pour l'année en cours ou pour les années suivantes.

La Direction générale Statistique – Statistics Belgium a le droit, sans être redevable d'aucune indemnité, de mettre fin au présent contrat de confidentialité à tout moment si pour des raisons techniques ou d'opportunité, la mise à disposition des données d'étude codée spécifiées en annexe 1 n'est plus possible, à titre provisoire ou définitif.

Le Chercheur a pris connaissance des articles 22 et 23 de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique, dont une copie est jointe en annexe 4 du présent contrat de confidentialité.

Article 11 - Droit applicable – tribunal compétent

Seul le droit belge s'applique à ce contrat. En cas de différend, les tribunaux de Bruxelles sont exclusivement compétents.

Etabli à Bruxelles le _____ en autant d'exemplaires que de parties au contrat, chacune reconnaissant en avoir reçu un exemplaire original.

**Pour la Direction générale Statistique
– Statistics Belgium,**

Pour le Chercheur,

**Monsieur N. WAEYAERT
Directeur général**

**Docteur P. Kerkhofs
Directeur général *a.i.***

Annexe 1 :

Définition des données demandées

Annexe 2 :

Description du thème de la recherche
Description des objectifs de la recherche
Indication de la durée de la recherche
Durée de conservation des données par le Chercheur
Indication de l'exécutant de la recherche
Fréquence de la recherche

Annexe 3 :

Données d'identification de la personne physique responsable
Signature de la personne physique responsable

Annexe 4 :

Extrait de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique

ANNEXE 1 :

Définition des données demandées :

1. « Coordonnées géographiques du domicile principal » pour l'ensemble des participants aux enquêtes de santé 1997, 2001, 2004, 2008, 2013 et 2018 (à venir) (coordonnées correspondant à l'année de l'enquête).
2. « Année d'emménagement » associée à la donnée « Coordonnées géographiques du domicile principal » pour l'ensemble des participants aux enquêtes de santé 1997, 2001, 2004, 2008, 2013 et 2018 (à venir) (coordonnées correspondant à l'année de l'enquête).

.....

(Date et signature)

ANNEXE 2 :

Thème de la recherche	Santé et Environnement
Objectifs de la recherche	NAMED vise à explorer les associations existant entre santé mentale et environnement (non-)bâti/pollutions environnementales (= urbanisation) à l'échelle de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi qu'à investiguer les mécanismes potentiellement en jeu (activité physique, qualité de vie sociale, facteurs socio-économiques, etc.). L'objectif est à terme d'étendre ces analyses à d'autres pathologies pertinentes (maladies cardiovasculaires, respiratoires, métaboliques, etc.) et au pays entier.
Durée de la recherche	1 juillet 2017 - 31 juin 2021
Durée de conservation des données (par le Chercheur)	Six ans à partir de la date à laquelle l'autorisation finale pour ces analyses est obtenue (justification : cf. demande soumise au Comité de surveillance statistique).
Exécutants de la recherche	Madame Ariane Guilbert, Madame Claire Demoury, sous la supervision de Madame An Van Nieuwenhuyse
Fréquence de la recherche	Continue

.....

(Date et signature)

ANNEXE 3 :

1. Personne physique responsable : Madame Myriam Sneyers

2. Exécutant(s) de la recherche :

- 2.1. **Madame An Van Nieuwenhuyse**
- 2.2. **Madame Ariane Guilbert**
- 2.3. **Madame Claire Demoury**

1. Personne physique responsable : Madame Myriam Sneyers

Fonction : Directrice générale de l'Institut Scientifique de Santé Publique
Adresse : Rue Juliette Wytsman 14 à 1050 Ixelles
Tél. : +32 2 642 50 03
E-mail : myriam.sneyers@wiv-isp.be
Numéro de registre national :

Date et Signature de la personne physique responsable,

2. L'exécutant(s) de la recherche :

2.1. An Van Nieuwenhuyse

Fonction : Responsable du service Santé et Environnement
Adresse : Rue Juliette Wytsman 14 à 1050 Ixelles
Tél. : +32 2 642 57 50
E-mail : an.vannieuwenhuyse@wiv-isp.be
Numéro de registre national :

Date et Signature de l'exécutant de la recherche,

2.2. Ariane Guilbert

Fonction : Collaboratrice scientifique au sein du service Santé et Environnement
Adresse : Rue Juliette Wytsman 14 à 1050 Ixelles
Tél. : +32 2 642 50 63
E-mail : ariane.guilbert@wiv-isp.be
Numéro de registre national :

Date et Signature de l'exécutant de la recherche,

2.3. Claire Demoury

Fonction : Docteur au sein du service Santé et Environnement

Adresse : Rue Juliette Wytsman 14 à 1050 Ixelles

Tél. : +32 2 642 53 57

E-mail : claire.demoury@wiv-isp.be

Numéro de registre national :

Date et Signature de l'exécutant de la recherche,

ANNEXE 4 :

**LOI DU 4 JUILLET 1962
RELATIVE A LA STATISTIQUE PUBLIQUE (M.B. 20-07-1962)
(extrait)**

Dispositions pénales.

Article 22.- Est puni d'une amende de 26 francs à 10.000 francs :

1° Celui qui, étant tenu de fournir des renseignements en vertu de la présente loi et des arrêtés pris pour l'exécution de celle-ci, ne remplit pas les obligations qui lui sont imposées;

2° Celui qui s'oppose aux recherches et constatations visées à l'article 19 ou à l'exécution d'office prévue à l'article 20 ou entrave l'activité des personnes chargées des recherches et constatations ou de l'exécution d'office;

3° Celui qui utilise à des fins non admises par la présente loi les données individuelles recueillies en vertu de la présente loi ou les données globales mais confidentielles visées à l'article 2, *littera c*, deuxième alinéa;

4° Celui qui viole les obligations de faire ou de ne pas faire imposées, en matière de collecte de données statistiques, par un acte juridique directement applicable émanant d'un organe de l'Union européenne.

La peine est doublée et un emprisonnement de huit jours à un mois peut en outre être prononcé, si l'infraction a été commise dans les cinq ans à compter du jour où une condamnation antérieure, du chef de l'une des infractions prévues par le présent article, est devenue irrévocable.

Article 23.- Les dispositions du livre I du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par l'article 22.

Pris connaissance dans le cadre du contrat de confidentialité entre la Direction générale Statistique – Statistics Belgium et le Chercheur

.....

(Date et signature)

Numéro de contrat : 2018/02b

CONTRAT DE CONFIDENTIALITE

**ENTRE
LA DIRECTION GENERALE STATISTIQUE – STATISTICS BELGIUM
ET
L'UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN**

Entre

La Direction générale de la Statistique – Statistics Belgium du SPF Economie, PME, Classes moyennes et Energie, 16 Boulevard du Roi Albert II, 1000 Bruxelles, représentée par Monsieur N. WAEYAERT, Directeur général, d'une part,

Et

L'Université catholique de Louvain, Place de l'Université 1 à 1348 Louvain-la-Neuve, représentée par M. le Professeur Vincent BLONDEL, Recteur et Mme la Professeure Isabelle THOMAS, ci-après dénommée "Chercheur", d'autre part,

IL EST CONVENU :

Article 1 - Objet

La Direction générale Statistique – Statistics Belgium, en exécution des articles 15 et 15bis de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique, communique au Chercheur les données d'étude codées indiquées en annexe 1 pour l'exécution du projet « **NAMED (Nature impact on mental health distribution - BR/175/A3/NAMED)** ». Les objectifs et la durée de la recherche sont définis limitativement en annexe 2.

Met opmerkingen [GA2]: envoie/transmet/communiqu
e

Le Chercheur s'engage à respecter toutes les obligations découlant de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique, de ses arrêtés d'exécution et du présent contrat. Le présent contrat ne peut en aucun cas porter préjudice aux dispositions de la décision du Comité de surveillance statistique (**délibération nr. 02/2018 du 19 janvier 2018**).

Article 2 - Exécutants de la recherche

La recherche sera exécutée par Madame Madeleine GUYOT, Madame Sonia TRABELSI, sous la supervision de Madame Isabelle THOMAS (voir annexe 3).

Article 3 - Utilisation des données

Le Chercheur peut exclusivement utiliser les données d'étude codées communiquées pour les objectifs décrits en annexe 2. Il ne peut pas prendre plus de copies que ce qui est exigé pour ces objectifs.

Il est interdit au Chercheur de transmettre les données d'étude codées communiquées ou une partie de celles-ci à des tiers, sauf avec l'accord du Comité de surveillance statistique et de la Direction générale Statistique – Statistics Belgium qui prendra contact avec ce nouvel utilisateur avec qui un contrat de confidentialité sera établi. Cette communication ne peut avoir lieu qu'après autorisation et approbation du contrat de confidentialité précité par le Comité de surveillance statistique.

Le Chercheur peut seulement utiliser les données d'étude codées communiquées pendant la durée de la recherche mentionnée en annexe 2. Après cette période, les données et backups seront entièrement détruits par le Chercheur. Un usage prolongé de ces données d'étude codées, pour les mêmes finalités, n'est pas autorisé, à moins que le présent contrat ne soit reconduit. Si les objectifs statistiques décrits en

annexe 2 sont atteints avant l'expiration du terme prévu dans le présent contrat, le Chercheur détruira les données et backups avant l'expiration du terme du présent contrat, soit au moment où les objectifs statistiques sont atteints.

Le Chercheur n'est autorisé à utiliser les données d'étude codées communiquées qu'en vue d'en faire des analyses, d'effectuer des études et d'établir des statistiques globales et anonymes. En aucun cas, les données d'étude codées communiquées ne peuvent être utilisées à des fins de contrôle ou de répression.

Le Chercheur s'engage à respecter la confidentialité des données d'étude et à veiller à ce que les données d'étude soient utilisées exclusivement par les membres de son personnel, en vue de l'exécution de la recherche visée en annexe 2.

Le Chercheur s'engage à veiller à la protection et à la sécurité des données d'étude et à ce que les données individuelles ne puissent pas être identifiées directement ou indirectement par le biais des résultats diffusés.

Article 4 - Obligations de la Direction générale Statistique – Statistics Belgium

La Direction générale Statistique – Statistics Belgium s'engage à mettre à disposition les données d'étude codées indiquées en annexe 1, pour les objectifs et pendant la période spécifiés en annexe 2, pour autant que les données nécessaires soient disponibles au sein de la Direction générale Statistique – Statistics Belgium.

Ces données d'étude codées seront mises à disposition du Chercheur par la Direction générale Statistique – Statistics Belgium **dans les 30 jours qui suivent la conclusion du présent contrat de confidentialité ou dans les 30 jours qui suivent leur disponibilité.**

Article 5 - Prix

Les données d'étude codées indiquées en annexe 1 sont mises à la disposition du Chercheur par la Direction générale Statistique – Statistics Belgium gratuitement.

Toutes les amendes et frais éventuels qui résulteraient du non-respect des obligations légales qui sont attachées au présent contrat sont exclusivement à charge du Chercheur.

Article 6 - Responsabilité de la Direction générale Statistique – Statistics Belgium

Les parties conviennent expressément que la Direction générale Statistique – Statistics Belgium n'est pas responsable des erreurs portant sur le contenu des données communiquées.

Article 7 - Dispositions spécifiques

Le Chercheur s'engage à mettre gratuitement les analyses, études et statistiques globales et anonymes à la disposition de la Direction générale Statistique – Statistics Belgium, qui pourra les utiliser librement.

Le Chercheur s'engage à signaler préalablement au directeur général de la Direction générale Statistique – Statistics Belgium toute situation qui, au regard des stipulations du présent contrat de confidentialité, pourrait donner lieu à doute ou ambiguïté : un arrangement serait alors recherché, tout en restant dans le cadre du présent contrat de confidentialité.

Les résultats ne peuvent être diffusés que sous une forme globale et anonyme. Au moins quinze jours avant leur diffusion, le Chercheur doit les soumettre à la Direction générale Statistique – Statistics Belgium, et cette dernière peut éventuellement en interdire la diffusion.

Le terme « diffusion » doit être entendu dans un sens large qui tienne compte de l'évolution de la société de l'information. Il couvre toute diffusion qu'elle se fasse de manière écrite, orale ou en ligne.

A chaque diffusion de ces données d'étude globales et anonymes, quelle que soit la forme de cette diffusion, la Direction générale Statistique – Statistics Belgium doit être citée comme source : « Source : Statbel (Direction Générale Statistique – Statistics Belgium)».

Article 8 - Responsable des données

Le Chercheur s'engage également à indiquer dans l'annexe 3 la personne physique qui est personnellement responsable du respect de toutes les obligations concernant l'exécution du présent contrat, de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique et de ses arrêtés d'exécution.

Cette personne s'engage à contrôler effectivement l'utilisation légitime des données communiquées.

Article 9 - Contrôle par la Direction générale Statistique – Statistics Belgium et/ou le Comité de surveillance statistique

Le Chercheur accepte expressément que les représentants de la Direction générale Statistique – Statistics Belgium ou du Comité de surveillance statistique aient, à chaque instant et sans mise en demeure préalable, accès aux locaux et à l'infrastructure informatique où les données communiquées sont conservées, pour contrôler l'exécution des dispositions de la décision du Comité de surveillance statistique, de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique, de ses arrêtés d'exécution et du présent contrat.

Sur simple demande, la Direction générale Statistique – Statistics Belgium ou le Comité de surveillance statistique peut obtenir accès aux autres systèmes ICT et locaux afin de contrôler si aucune violation au présent contrat n'est commise.

Article 10 - Sanctions

En cas de non-respect des dispositions du présent contrat de confidentialité, la Direction générale Statistique – Statistics Belgium se réserve le droit de résilier aussitôt le contrat de confidentialité au moyen d'une lettre recommandée, de réclamer au Chercheur des dommages et intérêts et de refuser de conclure tout autre contrat de confidentialité de ce type avec le Chercheur que ce soit pour l'année en cours ou pour les années suivantes.

La Direction générale Statistique – Statistics Belgium a le droit, sans être redevable d'aucune indemnité, de mettre fin au présent contrat de confidentialité à tout moment si pour des raisons techniques ou d'opportunité, la mise à disposition des données d'étude codée spécifiées en annexe 1 n'est plus possible, à titre provisoire ou définitif.

Le Chercheur a pris connaissance des articles 22 et 23 de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique, dont une copie est jointe en annexe 4 du présent contrat de confidentialité.

Article 11 - Droit applicable – tribunal compétent

Seul le droit belge s'applique à ce contrat. En cas de différend, les tribunaux de Bruxelles sont exclusivement compétents.

Etabli à Bruxelles le _____ en autant d'exemplaires que de parties au contrat, chacune reconnaissant en avoir reçu un exemplaire original.

**Pour la Direction générale Statistique
– Statistics Belgium,**

Pour le Chercheur,

Monsieur N. WAEYAERT
Directeur général

Professeur Vincent BLONDEL
Recteur

Professeure Isabelle THOMAS

Annexe 1 :

Définition des données demandées

Annexe 2 :

Description du thème de la recherche
Description des objectifs de la recherche
Indication de la durée de la recherche
Durée de conservation des données par le Chercheur
Indication de l'exécutant de la recherche
Fréquence de la recherche

Annexe 3 :

Données d'identification de la personne physique responsable
Signature de la personne physique responsable

Annexe 4 :

Extrait de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique

ANNEXE 1 :

Définition des données demandées :

1. « Coordonnées géographiques du domicile principal » pour l'ensemble des participants aux enquêtes de santé 1997, 2001, 2004, 2008, 2013 et 2018 (à venir) (coordonnées correspondant à l'année de l'enquête).
2. « Année d'emménagement » associée à la donnée « Coordonnées géographiques du domicile principal » pour l'ensemble des participants aux enquêtes de santé 1997, 2001, 2004, 2008, 2013 et 2018 (à venir) (coordonnées correspondant à l'année de l'enquête).

.....

(Date et signature)

ANNEXE 2 :

Thème de la recherche	Santé et Environnement
Objectifs de la recherche	NAMED vise à explorer les associations existant entre santé mentale et environnement (non-)bâti/pollutions environnementales (= urbanisation) à l'échelle de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi qu'à investiguer les mécanismes potentiellement en jeu (activité physique, qualité de vie sociale, facteurs socio-économiques, etc.). L'objectif est à terme d'étendre ces analyses à d'autres pathologies pertinentes (maladies cardiovasculaires, respiratoires, métaboliques, etc.) et au pays entier.
Durée de la recherche	1 juillet 2017 - 31 juin 2021
Durée de conservation des données (par le Chercheur)	Six ans à partir de la date à laquelle l'autorisation finale pour ces analyses est obtenue (justification : cf. demande soumise au Comité de surveillance statistique).
Exécutants de la recherche	Madame Madeleine Guyot, Madame Sonia Trabelsi, sous la supervision de Madame Isabelle Thomas
Fréquence de la recherche	Continue

.....

(Date et signature)

ANNEXE 3 :

3. Personne physique responsable : Monsieur Vincent Blondel

4. Exécutant(s) de la recherche :

- 4.1. **Madame Isabelle Thomas**
- 4.2. **Madame Madeleine Guyot**
- 4.3. **Madame Sonia Trabelsi**

1. Personne physique responsable : Vincent Blondel

Fonction : Recteur de l'Université catholique de Louvain
Adresse : Place de l'Université 1 à 1348 Louvain-la-Neuve
Tél. : +32 10 47 88 05
E-mail : recteur@uclouvain.be
Numéro de registre national :

Date et Signature de la personne physique responsable,

3. Les exécutants de la recherche :

3.1. Isabelle Thomas

Fonction : Directrice de recherche FNRS au « Center for Operations Research and Econometrics » (CORE)
Adresse : Place de l'Université 1 à 1348 Louvain-la-Neuve
Tél. : + 32 1 047 21 36
Fax : + 32 1 047 43 01
E-mail : isabelle.thomas@uclouvain.be
Numéro de registre national :

Date et Signature de l'exécutant de la recherche,

3.2. Madeleine Guyot

Fonction : Doctorante au « Center for Operations Research and Econometrics » (CORE)
Adresse : Place de l'Université 1 à 1348 Louvain-la-Neuve
Tél. : +32 1 047 82 57
E-mail : madeleine.guyot@uclouvain.be
Numéro de registre national :

Date et Signature de l'exécutant de la recherche,

3.3. Sonia Trabelsi

Fonction : Doctorante au « Center for Operations Research and Econometrics »
(CORE)

Adresse : Place de l'Université 1 à 1348 Louvain-la-Neuve

Tél. : +32 10 47 43 03

E-mail : s.trabelsi@uclouvain.be

Numéro de registre national :

Date et Signature de l'exécutant de la recherche,

ANNEXE 4 :

**LOI DU 4 JUILLET 1962
RELATIVE A LA STATISTIQUE PUBLIQUE (M.B. 20-07-1962)
(extrait)**

Dispositions pénales.

Article 22.- Est puni d'une amende de 26 francs à 10.000 francs :

1° Celui qui, étant tenu de fournir des renseignements en vertu de la présente loi et des arrêtés pris pour l'exécution de celle-ci, ne remplit pas les obligations qui lui sont imposées;

2° Celui qui s'oppose aux recherches et constatations visées à l'article 19 ou à l'exécution d'office prévue à l'article 20 ou entrave l'activité des personnes chargées des recherches et constatations ou de l'exécution d'office;

3° Celui qui utilise à des fins non admises par la présente loi les données individuelles recueillies en vertu de la présente loi ou les données globales mais confidentielles visées à l'article 2, *littera c*, deuxième alinéa;

4° Celui qui viole les obligations de faire ou de ne pas faire imposées, en matière de collecte de données statistiques, par un acte juridique directement applicable émanant d'un organe de l'Union européenne.

La peine est doublée et un emprisonnement de huit jours à un mois peut en outre être prononcé, si l'infraction a été commise dans les cinq ans à compter du jour où une condamnation antérieure, du chef de l'une des infractions prévues par le présent article, est devenue irrévocable.

Article 23.- Les dispositions du livre I du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par l'article 22.

Pris connaissance dans le cadre du contrat de confidentialité entre la Direction générale Statistique – Statistics Belgium et le Chercheur

.....

(Date et signature)

Contractnummer: 2018/02c

VERTROUWELIJKHEIDSCONTRACT

TUSSEN

DE ALGEMENE DIRECTIE STATISTIEK – STATISTICS BELGIUM

EN

UNIVERSITEIT HASSELT

Tussen

De Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium van de FOD Economie, KMO, Middenstand en Energie, Koning Albert II-Laan 16, 1000 BRUSSEL, vertegenwoordigd door de heer N. WAEYAERT, Directeur-generaal, enerzijds,

En

Universiteit Hasselt, Agoralaan Building D 3590 Diepenbeek vertegenwoordigd door Prof. Dr. L. DE SCHEPPER, Rector en Prof. Dr. T. NAWROT, hierna "Onderzoeker" genoemd, anderzijds,

WORDT OVEREENGEKOMEN:

Artikel 1 - Voorwerp

In uitvoering van artikel 15 en 15bis van de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek geeft de Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium de in bijlage 1 aangeduide gecodeerde studiegegevens door aan de Onderzoeker voor het uitvoeren van het project "**NAMED (Nature impact on mental health distribution - BR/175/A3/NAMED)**". De doelstellingen en de duur van het onderzoek staan beperkend omschreven in bijlage 2.

De Onderzoeker verbindt zich ertoe alle verplichtingen na te leven voortvloeiend uit de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek en haar uitvoeringsbesluiten en uit dit contract. Deze overeenkomst kan in geen geval afbreuk doen aan de bepalingen van de beslissing van het Statistisch Toezichtscomité (**beraadslaging nr. 02/2018 van 19 januari 2018**).

Artikel 2 - Uitvoerders van het onderzoek

Het onderzoek zal worden uitgevoerd door Prof. Dr. T. NAWROT (zie bijlage 3).

Artikel 3 - Aanwending van de gegevens

De Onderzoeker mag de verstrekte gecodeerde studiegegevens uitsluitend aanwenden voor de doeleinden vermeld in bijlage 2. Hij mag niet meer kopieën nemen dan vereist voor deze doeleinden.

Het is de Onderzoeker verboden de verstrekte gecodeerde studiegegevens of een gedeelte ervan door te geven aan derden, behalve met de toestemming van het Statistisch Toezichtscomité en van de Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium, die contact opneemt met de nieuwe gebruiker en samen met hem een vertrouwelijkheidscontract opmaakt. Studiegegevens mogen pas verder worden doorgegeven nadat het Statistisch Toezichtscomité daartoe machtiging heeft verstrekt en voornoemd vertrouwelijkheidscontract heeft goedgekeurd.

De Onderzoeker mag de verstrekte gecodeerde studiegegevens slechts aanwenden gedurende de onderzoeksduur vermeld in bijlage 2. Na deze duur worden de gegevens en back-ups door de Onderzoeker volledig vernietigd. Het is niet toegestaan de gecodeerde studiegegevens voor dezelfde doeleinden langer te blijven gebruiken, tenzij de onderhavige overeenkomst wordt verlengd. Mochten de in

bijlage 2 vermelde statistische doeleinden reeds vóór het vervallen van de termijn voorzien in onderhavige overeenkomst zijn bereikt, dienen de gegevens en back-ups nog voor afloop van deze termijn door de Onderzoeker te worden vernietigd, met name meteen nadat de statistische doeleinden zijn verwezenlijkt.

De Onderzoeker mag de verstrekte gecodeerde studiegegevens enkel gebruiken voor analyses, studies en het opmaken van globale en naamloze statistieken. De verstrekte gecodeerde studiegegevens mogen in geen geval gebruikt worden voor controle- of repressiedoeleinden.

De Onderzoeker verbindt er zich toe de vertrouwelijkheid van de studiegegevens in acht te nemen en ervoor te zorgen dat de studiegegevens uitsluitend gebruikt worden door leden van zijn/haar eigen personeel, met het oog op de uitvoering van het in bijlage 2 bedoelde onderzoek.

De Onderzoeker verbindt er zich toe te waken over de bescherming en de veiligheid van de studiegegevens en ervoor te zorgen dat de individuele gegevens niet direct of indirect uit de gepubliceerde resultaten geïdentificeerd kunnen worden.

Artikel 4 - Verplichtingen van de Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium

De Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium verbindt er zich toe de in bijlage 1 aangeduide gecodeerde studiegegevens ter beschikking te stellen van de Onderzoeker, voor de doelstellingen en gedurende de termijn vermeld in bijlage 2, voor zover de nodige gegevens beschikbaar zijn bij de Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium.

Die gecodeerde studiegegevens zullen door de Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium ter beschikking worden gesteld van de Onderzoeker **binnen 30 dagen nadat die gegevens beschikbaar zijn of binnen 30 dagen na afsluiten van onderhavig vertrouwelijkheidscontract.**

Artikel 5 - Prijs

De in bijlage 1 aangeduide gecodeerde studiegegevens worden door de Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium gratis ter beschikking gesteld van de Onderzoeker.

Alle eventuele boetes en kosten die voortvloeien uit het niet naleven van de met onderhavige overeenkomst verbonden wettelijke verplichtingen zijn uitsluitend ten laste van de Onderzoeker.

Artikel 6 - Verantwoordelijkheid van de Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium

De partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium niet verantwoordelijk is voor de inhoudelijke correctheid van de verstrekte data.

Artikel 7 - Specifieke bepalingen

De Onderzoeker verbindt er zich toe de analyses, studies en globale en naamloze statistieken kosteloos ter beschikking te stellen van de Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium, die ze vrij zal kunnen gebruiken.

De Onderzoeker verbindt er zich toe elke situatie die twijfel of dubbelzinnigheid zou kunnen teweegbrengen ten aanzien van de voorschriften van dit vertrouwelijkheidscontract voorafgaandelijk voor te leggen aan de directeur-generaal van de Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium, waarbij binnen het kader van dit vertrouwelijkheidscontract naar een vergelijk zal worden gezocht.

De resultaten mogen enkel onder globale en naamloze vorm worden verspreid. Tenminste vijftien dagen vóór de verspreiding moet de Onderzoeker ze aan de Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium ter inzage voorleggen; eventueel kan de Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium de verspreiding verbieden.

De term “verspreiding” is in ruime zin te verstaan en houdt rekening met de evolutie van de informatie-maatschappij. Hij omvat elke vorm van verspreiding, zowel schriftelijk, mondeling als on line.

Bij elke vorm van verspreiding van die globale en anonieme studiegegevens moet de Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium als bron worden vernoemd, met name als volgt: "Bron: Statbel (Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium)".

Artikel 8 - Gegevensverantwoordelijke

De Onderzoeker verbindt er zich tevens toe in bijlage 3 een natuurlijke persoon aan te duiden die persoonlijk verantwoordelijk is voor het naleven van alle verplichtingen m.b.t. de uitvoering van deze overeenkomst en van de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek en haar uitvoeringsbesluiten.

Deze persoon verbindt er zich toe daadwerkelijk toezicht uit te oefenen op de rechtmatige aanwending van de verstrekte gegevens.

Artikel 9 - Controle door de Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium en/of het Statistisch Toezichtscomité

De Onderzoeker stemt er uitdrukkelijk mee in dat vertegenwoordigers van de Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium of van het Statistisch Toezichtscomité te allen tijde zonder voorafgaande ingebrekestelling toegang krijgen tot de lokalen en tot de informatica-infrastructuur waar de verstrekte gegevens worden bewaard, om na te gaan of de bepalingen van de beslissing van het Statistisch Toezichtscomité, de bepalingen van de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek en haar uitvoeringsbesluiten, alsook de bepalingen van onderhavig contract worden uitgevoerd.

Op eenvoudig verzoek kan de Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium of het Statistisch Toezichtscomité toegang krijgen tot andere lokalen en ICT-systemen om te controleren of er geen inbreuk op onderhavige overeenkomst gepleegd wordt.

Artikel 10 - Strafbepalingen

Bij niet-naleving van de bepalingen van dit vertrouwelijkheidscontract behoudt de Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium zich het recht voor door middel van een aangetekend schrijven het vertrouwelijkheidscontract onmiddellijk te verbreken, van de Onderzoeker een schadevergoeding te eisen, en het afsluiten van elk verder vertrouwelijkheidscontract van deze aard met de Onderzoeker te weigeren, zowel voor het lopende jaar als voor de daaropvolgende jaren.

De Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium heeft het recht, zonder daartoe enige schadeloosstelling verschuldigd te zijn, om onderhavige vertrouwelijkheidsovereenkomst op elk ogenblik op te zeggen indien om technische of opportuniteitsredenen het niet meer mogelijk is de gecodeerde studiegegevens vermeld in bijlage 1 ter beschikking te stellen, zij het voorlopig of definitief.

De Onderzoeker heeft kennis genomen van de artikelen 22 en 23 van de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek, die bij dit vertrouwelijkheidscontract is gevoegd in bijlage 4.

Artikel 11 - Toepasselijk recht - bevoegde rechtbank

Op dit contract is uitsluitend het Belgische recht van toepassing. In geval van geschil zijn uitsluitend de rechtbanken te Brussel bevoegd.

Opgesteld te Brussel op _____ in minstens zoveel exemplaren als er belanghebbende partijen zijn en waarvan elke partij erkent er minstens één ontvangen te hebben.

**Voor de Algemene Directie Statistiek
– Statistics Belgium,**

Voor de Onderzoeker,

De heer N. WAEYAERT
Directeur-generaal

Prof. Dr. L. DE SCHEPPER
Rector

Prof. Dr. T. NAWROT

Bijlage 1 :

Definitie van de gevraagde gegevens

Bijlage 2 :

Omschrijving van het onderzoeksthema
Omschrijving van de onderzoeksdoelstellingen
Vermelding van de onderzoeksduur
Bewaringstermijn van de gegevens door de Onderzoeker
Vermelding van de uitvoerder van het onderzoek
Frequentie van het onderzoek

Bijlage 3 :

Identificatiegegevens van de verantwoordelijke natuurlijke persoon
Handtekening van de verantwoordelijke natuurlijke persoon

Bijlage 4 :

Uittreksel uit de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek

BIJLAGE 1:

Definitie van de gevraagde gegevens:

1. "Geografische coördinaten van de hoofdverblijfplaats" voor alle deelnemers aan de gezondheidsenquêtes 1997, 2001, 2004, 2008, 2013 en 2018 (te komen) (coördinaten die overeenstemmen met het enquêtejaar).

2. "Jaar van verhuizing" geassocieerd met de "Geografische coördinaten van de hoofdverblijfplaats" voor alle deelnemers aan de gezondheidsenquêtes 1997, 2001, 2004, 2008, 2013 en 2018 (te komen) (coördinaten die overeenstemmen met het enquêtejaar).

(datum en handtekening)

BIJLAGE 2:

Onderzoeksthema	Gezondheid en leefmilieu
Onderzoeksdoelstellingen	NAMED tracht de verbanden tussen geestelijke gezondheid en de (niet-)gebouwde omgeving/milieuvuiling (= verstedelijking) te bestuderen op het niveau van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de mogelijk betrokken mechanismen (lichaamsbeweging, kwaliteit van het sociale leven, sociaal-economische factoren, enz.) te onderzoeken. Het uiteindelijke doel is deze analyses uit te breiden tot andere relevante pathologieën (cardiovasculaire, respiratoire, metabole ziekten, enz.) en over het hele land.
Duur van het onderzoek	1 Juli 2017 - 31 Juni 2021
Bewaringstermijn van de gegevens (door de Onderzoeker)	Zes jaar na de datum waarop de definitieve vergunning voor deze analyses is verkregen (redenering: zie aanvragen aan het Statistisch Toezichtscmité)
Uitvoerders van het onderzoek	Meneer Tim Nawrot
Frequentie van het onderzoek	Aanhoudend

.....

(datum en handtekening)

BIJLAGE 3:

1. De verantwoordelijke natuurlijke persoon: Luc De Schepper

2. Uitvoerders van het onderzoek:

2.1. Tim Nawrot

1. De verantwoordelijke natuurlijke persoon: Luc De Schepper

Functie: Rector van Universiteit Hasselt

Adres: Campus Hasselt, 42 Martelarenlaan
3500 Hasselt

Tel.: +32 1 126 80 01

Fax:

E-mail: luc.deschepper@uhasselt.be

Rijksregisternummer:

Datum en Handtekening van de verantwoordelijke natuurlijke persoon,

2. Uitvoerders van het onderzoek

2.1. Tim Nawrot

Functie: Professor, Doctor aan "Centrum voor Milieukunde (CMK)"

Adres: Agoralaan, gebouw D
3590 Diepenbeek

Tel.: +32 1 126 83 82

Fax:

E-mail: tim.nawrot@uhasselt.be

Rijksregisternummer:

Datum en Handtekening,

BIJLAGE 4:

**WET VAN 4 JULI 1962
BETREFFENDE DE OPENBARE STATISTIEK (B.S. 20-07-1962)
(uittreksel)**

Strafbepalingen

Artikel 22.- Met een geldboete van 26 frank tot 10.000 frank wordt gestraft:

1° Hij die krachtens deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan gehouden zijn de inlichtingen te verstrekken, de gestelde verplichting niet nakomt;

2° Hij die zich verzet tegen de opsporingen en vaststellingen bedoeld in artikel 19 of tegen de uitvoering van ambtswege voorgeschreven bij artikel 20, of die het optreden belemmert van personen belast met de opsporingen en vaststellingen of met de uitvoering van ambtswege;

3° Hij die de in uitvoering van deze wet ingezamelde individuele gegevens of de bij artikel 2, littera c, tweede lid, bedoelde globale doch vertrouwelijke gegevens aanwendt tot niet bij de wet toegelaten doeleinden;

4° Hij die de verplichtingen of verbodsbepalingen betreffende de inzameling van statistische gegevens, opgelegd door een rechtsbepaling die rechtstreeks van toepassing is en uitgaat van een instelling van de Europese Unie, niet nakomt.

De straf wordt verdubbeld en gevangenisstraf van acht dagen tot één maand kan bovendien uitgesproken worden, indien het misdrijf begaan is binnen vijf jaar te rekenen vanaf de dag dat een vroegere veroordeling wegens een van de in dit artikel bepaalde misdrijven onherroepelijk geworden is.

Artikel 23.- Het bepaalde in boek I van het strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en van artikel 85, is van toepassing op de misdrijven omschreven in artikel 22.

Voor kennisname in het kader van het vertrouwelijkheidscontract tussen de Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium en de Onderzoeker

.....

(datum en handtekening)